

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/30903]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif
du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2002 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. — SERVICES D'ADMINISTRATION
GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 2002

CHAPITRE I^{er}. — Engagements effectués en exécution du budget§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2002, s'élèvent à 25.656.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 23.734.427 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5)

Art. 3. Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 1.921.573 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

§ 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

Art. 4. Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2002 s'élèvent à 116.771.649,43 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 3).

Le solde de départ au 1^{er} janvier 2002, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de - 5.315.984,79 euros (annexe 2.2.4 engagements colonne 2), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2002 à 111.455.664,64 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5, 35,36,38,39,45 et 46 du décret du 20 décembre 2001 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2002 ont autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

Art. 5. Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2002 s'élèvent à 132.573.907,49 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 5)

Art. 6. Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2002 à -21.118.242,85 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 6).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er} Fixation des recettes

Art. 7. Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2002 à la somme de 6.624.770.000,00 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes	6.261.446.000,00
- recettes fiscales et générales en capital :	615.000,00
- produits d'emprunt	362.709.000,00

Art. 8. Les recettes budgétaires de l'année 2002 s'élèvent à 6.329.228.522,53 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 4).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	6.232.744.009,61
- recettes fiscales et générales en capital :	411.131,73
- produits d'emprunt :	96.073.381,19

Art. 9. Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 euros (annexe 2.2.2 colonne 5).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau 2.2.2 colonne 6)

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	
- produit d'emprunt :	

b. droits reportés à l'année budgétaire 2003 (annexe tableau 2.2.2 colonne 7)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	
- produit d'emprunt :	

§ 2 Fixation des crédits de dépenses

Art. 10. Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2002 ont accordé 6.624.770.000,00 euros pour l'ordonnement des dépenses et les ont répartis de la manière suivante :

(annexe tableau 2.2.3 colonne 2).

(en euros)

Crédits d'ordonnement	23.541.000,00
Crédits non dissociés	6.601.229.000,00

Art. 11. Les autorisations de dépenses résultant de l'article 10 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 254.798.104,38 euros en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau 2.2.4 colonne 3) :

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	254.798.104,38

Art. 12. En vertu des articles 10 et 11 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 2002 s'élève à 6.879.568.104,38 euros (annexe tableau 2.2.3, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

(en euros)

Crédits d'ordonnement	23.541.000,00
Crédits non dissociés	6.856.027.104,38

§ 3 Fixation de la situation des dépenses

Art. 13. Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2002 se montent à 6.331.979.498,86 euros (annexe tableau 2.2.3, colonnes 5,6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnement	13.672,66	18.749.711,21	18.763.383,87
Crédits non dissociés	73.721.886,72	6.239.494.228,27	6.313.216.114,99
total	73.735.559,38	6.258.243.939,48	6.331.979.498,86

Art. 14. De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 6.331.979.498,86 euros dont :

Crédits d'ordonnement	18.763.383,87
Crédits non dissociés	6.313.216.114,99

(annexe tableau 2.2.3, colonne 8)

Art. 15. Il résulte de la comparaison des articles 13 et 14 qu'il n'y a aucune dépense à régulariser en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.3, colonne 9).

§ 4 Règlement des crédits

Art. 16. La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 12) et les opérations imputées (article 13) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2002 de 547.588.605,52 euros se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnement	4.777.616,13
Crédits non dissociés	542.810.989,39

Art. 17. Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 2002 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 52.107.428,92 euros dont :

Crédits d'ordonnement	0
Crédits non dissociés	52.107.428,92

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné à l'annexe tableau 2.2.6. colonne 2

Art. 18. Par suite des dispositions contenues dans les articles 16 et 17, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 2002 comprend :

(annexe tableau 2.2.3, colonnes 11 et 12).

(en euros)

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	4.777.616,13	160.414.102,25	165.191.718,38
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante		434.504.316,06	434.504.316,06

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2002

Art. 19. Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2002 se présente comme suit :

Les recettes, y compris le produit d'emprunt s'élèvent à 6.329.228.522,53 euros

Les dépenses s'élèvent à 6.331.979.498,86 euros

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les dépenses excèdent les recettes de 2.750.976,33 euros

CHAPITRE III. — Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires (crédits variables)

§ 1. Fixation des recettes affectées

Art. 20. Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2002 à 116.771.649,43 euros (annexe tableau 2.2.2 recettes affectées colonne 4) dont

Recettes courantes	116.202.533,49
Recettes en capital	529.115,94

§ 2. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'ordonnement

Art. 21. Les crédits variables d'ordonnement affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 2002 s'élèvent à 116.771.649,43 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 3)

Le solde de départ au 1 janvier 2002 étant de 1.089.899,14 le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 117.811.548,57 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancement colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5, 35,36,38,39,45 et 46 du décret du 20 décembre 2001 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2002 ont autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables

Art. 22. Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 2002 s'élèvent à 120.972.097,85 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 5).

Art. 23. Par suite des dispositions contenues dans les articles 21 et 22 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2002 à -3.160.549,28 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 6) . Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IV. — Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

Art. 24. Les décrets budgétaires de l'année 2002 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

(en euros)

- Recettes	0
- Dépenses	0

(annexe tableau 2.2.5 colonnes 1, 2).

Art. 25. Le solde disponible au 1^{er} janvier 2002 s'élevait à -2.923.724,00 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 8)

Aucune recette n'a été enregistrée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

Art. 26. Aucune dépense n'a été imputée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

Art. 27. Aucune opération de recettes et de dépenses n'ayant été effectuée ainsi qu'il ressort des articles 25 et 26, le solde disponible au 31 décembre 2002 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à -2.923.724 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 10). Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE V. — Résultat global

Art. 28. Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 19, 22 et 27 du présent décret, le résultat global du budget 2002 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : -2.750.976,33

crédits variables : - 4.200.448,42

Section particulière :

Total : - 6.951.424,75

DEUXIEME PARTIE. — OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION
DES BUDGETS DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

CHAPITRE I^{er}. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution
des budgets des services à gestion séparée du ministère de la Communauté française*

§ 1^{er} fixation des recettes

Art. 29. Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 218.401.446,89 euros (annexe tableau 2.3 colonne 2)

Les recettes pour l'année budgétaire 2002 s'élèvent à 253.530.896,07 euros.

Le solde disponible au 1^{er} janvier de l'année s'élève à 129.367.367,02 euros.

Les recettes de l'année et le disponible au 1^{er} janvier constituent un disponible pour les dépenses de l'année 2002 de 382.898.263,09 euros.

§ 2 .fixation des dépenses

Art. 30. Les prévisions de dépenses s'élèvent à 232.409.795,17 euros (annexe tableau 2.3 colonne 3).

Les dépenses sont fixées à la somme de 238.571.072,00 euros (annexe tableau 2.3 colonne 5).

§ 3. résultat budgétaire

Art. 31. Par suite des articles 29 et 30, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de 14.959.824,07 euros.

Le disponible au 31 décembre 2002 est fixé au montant de 144.327191,09 euros ; Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

TROISIEME PARTIE. — ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A

Commissariat général aux Relations internationales (C.G.R.I.)

• RECETTES

Les prévisions, à 36.864.000,00

Les recettes imputées, à 33.595.790,30

La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à 3.268.209,70

• DEPENSES

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à 38.238.000,00

Les dépenses imputées, à 33.006.534,78

Le montant des crédits à annuler, à 5.231.465,22

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à 589.225,52

- soit les recettes de l'année, de 33.595.790,30

- moins les dépenses, de 33.006.534,78

Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)

• RECETTES

Les prévisions, à 0

Les recettes imputées, à 0

La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à 0

• DEPENSES

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à 0

Les dépenses imputées, à 0

Le montant des crédits à annuler, à 0

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à -3.606.000,00

- soit les recettes de l'année, de 0

- moins les dépenses, de 3.606.000,00

Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française

• RECETTES

Les prévisions, à 214.189.00,00

Les recettes imputées, à 238.145.309,66

La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à 3.043690,34

• DEPENSES

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à	241.189.000,00
Les dépenses imputées, à	237.359.180,43
Le montant des crédits à annuler, à	3.829.819,57

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du Service, à	786.129,23
- soit les recettes de l'année, de	238.145.309,66
- moins les dépenses, de	237.359.180,43

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,
Vice-Président et Ministre du Budget,
de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,
Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,
Ministre de l'Éducation

—————
Note

(1) *Session 2019-2020*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 53-1. — Rapport de commission, n°53-2. — Texte adopté en séance plénière, n° 53-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 27 avril 2020.

—————

**ANNEXE 2.2 – TABLEAUX RELATIFS AU COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DES SERVICES
D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

- 2.2.1 Engagements à la charge des crédits dissociés
- 2.2.2 Compte d'exécution du budget des recettes
- 2.2.3 Compte d'exécution du budget des dépenses
- 2.2.4 Compte d'exécution des recettes, des engagements et des ordonnancements des crédits variables
- 2.2.5 Compte d'exécution des recettes et des ordonnancements de la section particulière
- 2.2.6 Dépassements de crédits

2.2.1 - ENGAGEMENTS À LA CHARGE DES CRÉDITS DISSOCIÉS

Budget	Crédits affectés par décrets	Crédits reportés de l'année précédente	Total des crédits	Engagements comptabilisés pendant l'année	DIFFÉRENCE ENTRE LES CRÉDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISÉS		
					Engagements excédant les crédits	Crédits excédant les engagements	
						Crédits disponibles	Crédits reportés à l'année suivante
Chapitre I - Services généraux	50.000	-	50.000	24.745	25.255	-	25.255
Chapitre II - Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	18.189.000	-	18.189.000	17.569.127	609.873	-	609.873
Chapitre III - Éducation, Recherche et Formation	7.437.000	-	7.437.000	6.150.555	1.286.445	-	1.286.445
Chapitre IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-
BUDGET GÉNÉRAL	25.686.000	-	25.686.000	23.734.427	1.921.573	-	1.921.573

2.2.2 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES						DIFFÉRENCE ENTRE PRÉVISIONS ET RECOUVREMENTS	
	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Différence entre droits constatés et recettes imputées	A annuler ou à porter en surréance indéfinie	Droits reportés	Prévisions supérieures aux recouvrements	Prévisions inférieures aux recouvrements
Recettes courantes								
Recettes fiscales	6.200.000,00	16.342.160,61	16.342.160,61	0,00	0,00	0,00	0,00	10.142.160,61
Recettes générales	6.255.246.000,00	6.216.401.849,00	6.216.401.849,00	0,00	0,00	0,00	56.105.813,94	17.261.662,94
Recettes affectées	195.765.000,00	116.202.533,49	116.202.533,49	0,00	0,00	0,00	60.932.849,65	152.839,79
Total recettes courantes	6.457.211.000,00	6.348.946.543,10	6.348.946.543,10	0,00	0,00	0,00	117.038.663,59	27.556.663,34
Recettes en capital								
Recettes fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	615.000,00	411.131,73	411.131,73	0,00	0,00	0,00	608.065,72	404.197,45
Recettes affectées	658.000,00	569.115,94	569.115,94	0,00	0,00	0,00	140.412,79	51.528,73
Total recettes en capital	1.273.000,00	980.247,67	980.247,67	0,00	0,00	0,00	748.478,51	455.726,18
Total recettes fiscales et générales	6.262.061.000,00	6.233.155.141,34	6.233.155.141,34	0,00	0,00	0,00	56.713.879,66	27.808.021,00
Total recettes affectées	196.423.000,00	116.771.649,43	116.771.649,43	0,00	0,00	0,00	61.073.262,44	204.368,52
Produit d'emprunts	362.709.000,00	96.073.381,19	96.073.381,19	0,00	0,00	0,00	213.973.000,00	381,19
TOTAL GÉNÉRAL	6.821.193.000,00	6.446.000.171,96	6.446.000.171,96	0,00	0,00	0,00	331.760.142,10	28.012.770,71

2.2.3. COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DES DÉPENSES

	ALLOCATIONS DES CREDITS				SITUATION DES DEPENSES						REGLEMENT DES CREDITS		
	Crédits affectés par décret	Crédits reportés	Crédits totaux	Opérations imputées			Paiements effectués, justifiés ou régularisés	Paiements restant à régulariser	Crédits complémentaires (1)	Crédits reportés à l'année budgétaire 2003	Crédits non utilisés à annuler		
				Prévisions des années antérieures	Prévisions de l'année	Dépenses totales							
I Services généraux													
a) crédits non dissociés	382.418.000,00	21.478.733,21	403.896.733,21	5.030.106,23	261.010.844,66	266.040.950,89	266.060.950,89	0,00	30.907,08	26.544.410,21	11.522.232,19		
b) crédits d'ordonnement	50.000,00	-	50.000,00	13.672,86	24.453,01	38.125,87	38.157,67	0,00	0,00	0,00	11.842,33		
II Culture et Affaires sociales													
a) crédits non dissociés	694.361.000,00	38.029.330,43	732.390.330,43	45.306.377,26	633.283.374,22	679.291.711,48	679.291.711,48	0,00	0,00	39.193.151,56	3.503.467,38		
b) crédits d'ordonnement	18.453.000,00	-	18.453.000,00	0,00	17.339.772,37	17.339.772,37	17.339.772,37	0,00	0,00	0,00	1.093.237,63		
III Education et Recherche													
a) crédits non dissociés	4.384.192.000,00	79.438.188,25	4.463.630.188,25	22.973.339,92	4.422.254.941,99	4.445.230.301,91	4.365.230.301,91	0,00	52.079.527,84	136.896.137,67	49.579.276,51		
b) crédits d'ordonnement	5.638.000,00	-	5.638.000,00	0,00	1.365.453,83	1.365.453,83	1.365.453,83	0,00	0,00	0,00	3.670.346,17		
IV Dette publique													
a) crédits non dissociés	862.665.000,00	94.939.248,29	957.604.248,29	190.043,31	144.881.103,40	145.071.150,71	145.071.150,71	0,00	0,00	217.868.616,62	94.694.481,96		
V Dotations à la RW et à la COCOF													
a) crédits non dissociés	377.362.000,00	914.504,21	378.276.504,21	0,00	377.362.000,00	377.362.000,00	377.362.000,00	0,00	0,00	0,00	914.604,21		
Totaux													
a) crédits non dissociés	6.401.229.000,00	254.793.104,38	6.656.022.104,38	73.721.886,72	6.239.194.238,27	6.313.216.114,99	6.313.216.114,99	0,00	52.107.428,02	434.594.316,06	160.414.102,29		
b) crédits d'ordonnement	23.541.000,00	0,00	23.541.000,00	13.072,66	18.749.711,21	18.763.333,87	18.763.333,87	0,00	0,00	0,00	4.777.016,13		
Total général	6.424.770.000,00	254.793.104,38	6.679.563.104,38	73.735.059,38	6.258.243.939,48	6.331.979.498,86	6.331.979.498,86	0,00	52.107.428,02	434.594.316,06	165.191.718,38		

2.2.4 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CRÉDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			ENGAGEMENTS	DISPONIBLE EN ENGAGEMENT AU 31.12.2002
	Solde reporté (et réductions de visa)	Recettes de l'année	Disponible		
I Services généraux	62.082.235,81	38.315.282,85	100.397.518,66	46.299.634,08	54.097.884,58
II Culture et Affaires sociales	-7.061.435,43	35.997.500,66	28.936.065,23	37.706.075,89	-8.770.010,66
III Éducation et Recherche	-60.336.785,17	42.438.865,92	-17.877.919,25	48.568.197,52	-66.446.116,77
TOTAL	-5.315.984,79	116.771.649,43	111.455.664,04	132.573.907,49	-21.118.242,85

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			ORDONNANCEMENTS	DISPONIBLE EN ORDONNANCEMENT AU 31.12.2002
	Solde reporté	Recettes de l'année	Disponible		
I Services généraux	62.117.953,65	38.315.282,85	100.433.236,50	35.738.684,93	64.694.551,57
II Culture et Affaires sociales	-6.364.676,47	35.997.500,66	29.632.824,19	36.855.894,95	-7.223.070,76
III Éducation et Recherche	-54.713.378,04	42.438.865,92	-12.254.512,12	48.377.517,97	-60.632.030,09
TOTAL	1.039.899,14	116.771.649,43	117.811.548,57	120.972.097,85	-3.160.549,28

2.2.5 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIÈRE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés			Soldes à reporter au 31.12.2002
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses		Solde	Au 01.01.2002	Au 31.12.2002		
				Totales	Restant à régulariser					
Education, Recherche et Formation.	0	0	0	0	0	0	-2.923.724	-2.923.724		-2.923.724
TOTAUX	0	0	0	0	0	0	-2.923.724	-2.923.724		-2.923.724

2.2.6 - DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS

Numéros et libellés des articles	Montants des dépassements de crédits
CHAPITRE I - Services généraux	
DO 06 - Cabinets ministériels	
Programme 0 - Subsistance	26.927,89
Programme 4 - Cabinet du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial	1.986,60
Programme 5 - Cabinet de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique	1.986,60
Total DO 06	30.901,08
TOTAL CHAPITRE I	
30.901,08	
CHAPITRE III - Education, Recherche et Formation	
DO 48 - Centres P.M.S. - Inspection médicale scolaire	
Programme 4 - Dépenses de personnel des centres P.M.S.	2.939.894,25
Total DO 48	2.939.894,25
DO 60 - Affaires pédagogiques et pilotage de l'Enseignement de la Communauté française	
Programme 4 - Centres techniques de formation des personnels de la Communauté française	92.363,52
Total DO 60	92.363,52
DO 51 - Enseignement préscolaire et enseignement primaire	
Programme 2 - Subsistance - Inspection	13.556,09
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles maternelles	1.150.747,30
Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles primaires	17.141.298,93
Total DO 51	18.305.602,32
DO 52 - Enseignement secondaire	
Programme 2 - Subsistance-Inspection	4.500,53
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement de plein exercice	16.206.833,71
Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles à horaire réduit	521.460,63
Total DO 52	16.732.794,87
DO 53 - Enseignement spécial	
Programme 2 - Subsistance-Inspection	26.471,33
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement spécial	4.002.506,27
Total DO 53	4.028.977,60
DO 55 - Enseignement supérieur hors Université et Hautes Ecoles	
Programme 4 - Dépenses de personnel des Hautes Ecoles (hors dotation)	924.394,90
Programme 7 - Enseignement supérieur hors université	86.000,00
Total DO 55	1.010.394,90
DO 56 - Enseignement de promotion sociale	
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de promotion sociale	6.253.846,02
Total DO 56	6.253.846,02
DO 57 - Enseignement artistique	
Programme 3 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement supérieur	1.296.955,89
Programme 4 - Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur	5.732,19
Programme 7 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement à horaire réduit	1.345.577,95
Total DO 57	2.648.266,03
DO 58 - Enseignement	
Programme 1 - Subsistance - Inspection	64.588,33
Total DO 58	64.588,33
TOTAL CHAPITRE III	
52.076.527,84	
TOTAL	
52.107.428,92	

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2020/30903]

27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2002 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:
 EERSTE DEEL. — DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
 BEGROTINGSJAAR 2002

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten

Artikel 1. De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2002, bedragen 25.656.000 euro (bijlage tabel 2.2.1 kolom 2)

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

Art. 2. De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 23.734.427 euro (bijlage tabel 2.2.1 kolom 5)

Art. 3. De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 1.921.573 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 7). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel 2.2.1, kolom 9).

§ 3. Vaststelling van de begrotingsfondsen (variabele kredieten) voor vastlegging

Art. 4. De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2002 bedragen 116.771.649,43 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen kolom 3).

Daar het beginsaldo op 1 januari 2002, verhoogd met verminderingen van visa op vorige jaren -5.315.984,79 euro bedroeg (bijlage 2.2.4 vastleggingen, kolom 2), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 2002 111.455.664,64 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen kolom 4)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 35, 36, 38, 39, 45 en 46 van het decreet van 20 december 2001 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2002 de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen (variabele kredieten)

Art. 5. De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2002 bedragen 132.573.907,49 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 5)

Art. 6. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2002 -21.118.242,85 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 6) .

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Art. 7. De vooruitzichten van de ontvangsten ten gunste van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2002 de som van 6.624.770.000,00 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit

(in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten	6.261.446.000,00
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	615.000,00
- opbrengsten van lening	362.709.000,00

Art. 8. De begrotingsontvangsten van het jaar 2002 bedragen 6.329.228.522,53 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 4).

Dit bedrag bestaat uit :

(in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :	6.232.744.009,61
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	411.131,73
- opbrengsten van lening :	96.073.381,19

Art. 9. De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 euro (bijlage 2.2.2 tabel 5)

Dit bedrag bestaat uit :

a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 6) (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	
- opbrengsten van lening :	

b. naar het begrotingsjaar 2003 overgedragen rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 7)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	
- opbrengsten van lening :	

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten

Art. 10. De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2002 hebben 6.624.770.000,00 euro toegekend voor de ordonnanciering van de uitgaven en hebben ze verdeeld op de volgende wijzen :

(bijlage tabel 2.2.3 kolom 2).

(in euro)

Ordonnanceringskredieten	23.541.000,00
Niet-gesplitste kredieten	6.601.229.000,00

Art. 11. De uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit artikel 10 worden verhoogd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 254.798.104,38 euro krachtens de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, onderverdeeld als volgt (bijlage tabel 2.2.4 kolom 3):

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	254.798.104,38

Art. 12. Krachtens de artikelen 10 en 11 hierboven, bedraagt het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 2002 6.879.568.104,38 euro (bijlage tabel 2.2.3, kolom 4). Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

(in euro)

Ordonnanceringskredieten	23.541.000,00
Niet-gesplitste kredieten	6.856.027.104,38

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

Art. 13. De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2002 bedragen 6.331.979.498,86 euro (bijlage tabel 2.2.3, kolommen 5,6 en 7), onderverdeeld in

	Prestaties van vroegere jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	13.672,66	18.749.711,21	18.763.383,87
Niet-gesplitste kredieten	73.721.886,72	6.239.494.228,27	6.313.216.114,99
totaal	73.735.559,38	6.258.243.939,48	6.331.979.498,86

Art. 14. Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 6.331.979.498,86 euro waarvan :

Ordonnanceringskredieten	18.763.383,87
Niet-gesplitste kredieten	6.313.216.114,99

(bijlage tabel 2.2.3, kolom 8)

Art. 15. Uit de vergelijking van de artikelen 13 en 14 blijkt dat er geen uitgave is die geregulariseerd moet worden met toepassing van artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel 2.2.3, kolom 9).

§ 4 Regeling van de kredieten

Art. 16. De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 12) en de aangerekende verrichtingen (artikel 13) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2002 van 547.588.605,52 euro onderverdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten	4.777.616,13
Niet-gesplitste kredieten	542.810.989,39

Art. 17. Om te uitgaven van het begrotingsjaar 2002 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 52.107.428,92 euro waarvan :

Ordonnanceringskredieten	0
Niet-gesplitste kredieten	52.107.428,92

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in de bijlage tabel 2.2.6. kolom 2

Art. 18. Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 16 en 17, bestaat het bedrag van de op 31 december 2002 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel 2.2.3, kolommen 11 en 12).

(in euro)

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	totaal
Te annuleren kredieten	4.777.616,13	160.414.102,25	165.191.718,38
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten		434.504.316,06	434.504.316,06

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2002

Art. 19. Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2002 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten, met inbegrip van de opbrengst van lening bedragen 6.329.228.522,53 euro

De uitgaven bedragen 6.331.979.498,86 euro

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met 2.750.976,33 euro

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen (variabele kredieten)*

§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

Art. 20. De aangewende ontvangsten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 2002 116.771.649,43 euro

(bijlage tabel 2.2.2 aangewende ontvangsten kolom 4) waarvan

Lopende ontvangsten	116.202.533,49
Kapitaalontvangsten	529.115,94

§ 2. Vaststelling van de begrotingsfondsen (variabele kredieten) voor de ordonnanciering

Art. 21. De aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnancieringen van het begrotingsjaar 2002 bedragen 116.771.649,43 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen, kolom 3)

Daar het beginsaldo op 1 januari 2002 1.089.899,14 euro bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnancieringen op de variabele kredieten 117.811.548,57 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnanciering, kolom 4)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 35, 36, 38, 39, 45 en 46 van het decreet van 20 december 2001 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2002 de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten

Art. 22. De ordonnancieringen aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 2002 bedragen 120.972.097,85 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen, kolom 5).

Art. 23. Overeenkomstig de bepalingen van de bovenvermelde artikelen 21 en 22, bedragen de beschikbare ordonnancieringen- variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2002 -3.160.549,28 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen kolom 6) . Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IV. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting*

Art. 24. De begrotingsdecreten van het jaar 2002 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

(in euro)

- Ontvangsten	0
- Uitgaven	0

(bijlage tabel 2.2.5 kolommen 1, 2).

Art. 25. Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 2002 bedroeg -2.923.724,00 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 8).

Er werd geen ontvangst geboekt op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan.

Art. 26. Er werd geen uitgave aangerekend op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan.

Art. 27. Daar er geen verrichtingen van ontvangsten en uitgaven werd verricht zoals blijkt uit de artikelen 25 en 26, bedraagt het op 31 december 2002 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap beschikbare saldo - 2.923.724 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 10).

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK V. — *Globaal resultaat*

Art. 28. Alle diensten samen, begroting, variabele kredieten en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 19, 22 en 27 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2002 (in euro):

Begroting sensu stricto : -2.750.976,33

Variabele kredieten : - 4.200.448,42

Afzonderlijke sectie :

Totaal : - 6.951.424,75

TWEEDE DEEL. — VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Art. 29. De vooruitzichten voor de jaarlijkse ontvangsten bedragen 218.401.446,89 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 2)

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 2002 bedragen 253.530.896,07 euro.

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari van het jaar bedraagt 129.367.367,02 euro.

De ontvangsten van het jaar en het bedrag dat beschikbaar is op 1 januari zijn het beschikbare saldo voor de uitgaven van het jaar 2002 ten bedrage van 382.898.263,09 euro.

§ 2 .Vaststelling van de uitgaven

Art. 30. De vooruitzichten voor de uitgaven bedragen 232.409.795,17 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 3)

De uitgaven worden vastgesteld op 238.571.072,00 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 5)

§ 3. Begrotingsresultaat

Art. 31. Overeenkomstig de artikelen 29 en 30, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van 14.959.824,07 euro.

Het beschikbare saldo op 31 december 2002 bedraagt 144.327.191,09 euro; het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

DERDE DEEL. — INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN CATEGORIE A

Commissariat général aux Relations internationales (C.G.R.I.)

• ONTVANGSTEN

De vooruitzichten,	36.864.000,00
De aangerekende ontvangsten	33.595.790,30
Het verschil tussen de vooruitzichten en de aangerekende ontvangsten	3.268.209,70

• UITGAVEN

De kredieten toegekend door de begrotingsdecreten	38.238.000,00
De aangerekende uitgaven	33.006.534,78
Het bedrag van de te annuleren kredieten	5.231.465,22

• RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en de uitgaven van de « C.G.R.I. », 589.225,52	
- ofwel de ontvangsten van het jaar	33.595.790,30
- min de uitgaven	33.006.534,78

« Fonds d'égalisation des budgets » (Fonds)

• ONTVANGSTEN

De vooruitzichten, à	0
De aangerekende ontvangsten	0
Het verschil tussen de vooruitzichten en de aangerekende ontvangsten	0

• UITGAVEN

De kredieten toegekend door de begrotingsdecreten	0
De aangerekende uitgaven	0
Het bedrag van de te annuleren kredieten	0

• RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en de uitgaven van het Fonds	-3.606.000,00
- ofwel de ontvangsten van het jaar	0
- min de uitgaven	3.606.000,00

« Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française »

• ONTVANGSTEN

De vooruitzichten	214.189.00,00
De aangerekende ontvangsten	238.145.309,66
Het verschil tussen de vooruitzichten en de aangerekende ontvangsten	3.043690,34

• UITGAVEN

De kredieten toegekend door de begrotingsdecreten	241.189.000,00
De aangerekende uitgaven	237.359.180,43
Het bedrag van de te annuleren kredieten	3.829.819,57

• RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en de uitgaven van de dienst	786.129,23
- ofwel de ontvangsten van het jaar	238.145.309,66
- min de uitgaven	237.359.180,43

Overeenkomstig artikel 6 § 3 van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A vastgesteld onder het gezag van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van regeling van begroting.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt
Brussel, 27 april 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Minister-President

Fr. DAERDEN,
Vice-President en Minister van Begroting,
Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en belast met het toezicht op WBE

B. LINARD,
Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten

V. GLATIGNY,
Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie,
Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel

C. DESIR,
Minister van Onderwijs

—
Nota

(1) Zitting 2019-2020

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 53-1. – Commissieverslag, nr. 53-2. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr. 53-3.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 27 april 2020.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/41127]

30 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant pour l'enseignement fondamental ordinaire les programmes de formation en cours de carrière de niveau méso pour l'année scolaire 2020-2021

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté du 4 juillet 2003 portant exécution du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, notamment son article 8 ;

Considérant l'avis favorable de la Commission de pilotage du système éducatif du 17 mars 2020 ;